



QUOI DE NEUF EN CE DEBUT D'ANNEE ?

DEVELOPPER LA SYNERGIE AVEC LES INSTITUTIONS LOCALES ET NATIONALES DE NOS DEUX PAYS

Le gouvernement a décidé de reconsidérer semble-t-il sa politique à l'égard des français d'origine étrangère. Exit donc le ministère de l'immigration, de l'intégration et de l'identité nationale.

C'est un symbole fort de la confusion qui "disparaît" du débat politique. Est-ce que cela sera suffisant pour effacer le ressenti de beaucoup de français "d'origine étrangère" sommés chaque jour de démontrer leur bonne intégration? Rien n'est moins sûr. Cette suspicion permanente est alimentée par une idéologie de la méfiance qui est parvenue à s'imposer dans beaucoup de sphères de la société française. Pour nombre de responsables publics, le débat se réduit à la crise des banlieues et à l'islamisme. Les actions initiées et soutenues par cette approche étreinte marginalisent de plus en plus les populations en difficultés. La publication de l'Enquête trajectoires et origines par l'INED⁽¹⁾ ne fait que confirmer cette évidence. Le triste constat de la persistance de la précarité et de la marginalité dans les zones en "difficulté" n'exprime que l'incapacité à sortir du cercle de l'assistanat. Les populations d'origine maghrébines en particulier sont les premières victimes d'un système qui s'alimente par ses erreurs.

Pourtant, les pouvoirs publics devraient se donner la peine d'élargir leur champ de vision opérationnel.

Une raison supplémentaire d'entendre la parole de ceux qui, **comme notre association patronale**, Le Ceinaf, ont mis en place des stratégies de réussite. Cette exemplarité a-t-elle un sens pour certains ?

Le CEINAF a proposé à plusieurs reprises aux pouvoirs publics des stratégies plus cohérentes. Le dialogue est amorcé, mais le facteur d'exemplarité de la réussite des chefs d'entreprise - comme celle de nombreux cadres supérieurs - français issus des anciennes colonies

et/ou de l'immigration du fait de leur patronyme, ne semble pas encore retenu comme déterminant, sinon même comme pertinent.

En ce qui concerne les relations bilatérales entre la France et l'Algérie, le même constat pourrait être fait. Les industriels ou chef d'entreprise, algériens résidants en France ou français d'origine algérienne, ne sont nullement sollicités pour participer au rapprochement des deux pays. Et l'Algérie pour sa part va encore plus loin en créant un précédent dans sa loi de finances, celui de réduire certains droits constitutionnels aux algériens de la diaspora.

En 2011, nul doute qu'il faudra redoubler d'efforts pour rallier les responsables des deux pays aux vertus de la "bonne gouvernance". Le CEINAF pour sa part a décidé de s'impliquer davantage dans la vie publique et citoyenne, en France comme en Algérie, en s'appuyant en particulier sur la très importante communauté franco-algérienne de France. Conscient du contexte national et international difficile et à la fois **plein d'espérance en ce début d'année**, notre organisation entend contribuer à :

- démocratiser la culture de la réussite dans un cadre qui s'appuie sur les valeurs de la république ;
 - activer ou susciter la solidarité afin de capitaliser et améliorer la réussite des entrepreneurs et des porteurs de projet ;
 - développer la synergie avec les institutions locales et nationales de nos deux pays.
- Faire évoluer les pratiques et les idées, tel est aussi l'engagement du CEINAF.

Cherif Hadji
Président du Ceinaf

(1) <http://teo.site.ined.fr/>



Z.I. DES PLATIERES - 69440 MORNANT
Tél . 04 78 19 33 50 - Fax . 04 78 48 24 15

www.petrole-gaz-services.com



Emmanuelle Santelli

Chargée de recherche CNRS, rattachée au Centre Max Weber, Université de Lyon, associée à l'INED. Cette sociologue travaille depuis une quinzaine d'années sur les trajectoires sociales des familles d'origine maghrébine en France dans

une perspective biographique et à la croisée de plusieurs champs thématiques (professionnel, familial, résidentiel, intergénérationnel, conjugal). Elle a publié ces dernières années deux ouvrages : *La mobilité sociale dans l'immigration. Itinéraires de réussite des enfants d'origine algérienne*, en 2001 aux Presses universitaires du Mirail et *Grandir en banlieue*, en 2007 au CIEMI :

<http://pagesperso-orange.fr/ciemi.org/BonCommandeGrandir.pdf>

La Marche pour l'égalité et contre le racisme (1983) constitue la première action politique d'envergure pour une reconnaissance des descendants des familles immigrées (en particulier maghrébine) dans la société française.

Or, dans les années qui ont suivi, malgré quelques nominations au gouvernement et de très nombreuses actions en faveur d'une plus grande égalité de traitement (renouvelées à l'occasion des politiques de lutte contre les discriminations au cours des années 1990), la représentation politique reste très faible. Plus globalement, c'est la place même des individus issus de l'immigration maghrébine, qui semble toujours ne pas aller de soi. La question continue en effet à susciter les débats, et dans l'imaginaire collectif, les familles maghrébines restent associées à une question d'immigration et par extension à des problèmes sécuritaires⁽¹⁾.

POUR AVOIR UN AUTRE REGARD

Or, depuis des années, voire des décennies, on assiste à un processus d'installation durable dans la société (ce qui n'empêche pas des événements allers-retours, des projets d'investissement économiques⁽²⁾). Le reconnaître est une condition essentielle pour avoir un autre regard sur ces citoyens et leurs parcours. Au-delà des quelques stars médiatiques (dans le domaine du sport et de la politique notamment), le plus grand nombre prend toute sa place dans la société, sans bruit, dans toutes les sphères de la vie sociale (accès à un emploi stable, vie familiale, participation citoyenne, engagement associatif, sportif, etc.). Ce processus de sédentarisation est inéluctable, il serait temps de le reconnaître, sans quoi ces individus se

trouvent confrontés à la sempiternelle question sur l'état de leur intégration, toujours mise en doute, et qui n'est plus tolérable pour beaucoup d'entre eux.

PRENDRE PLACE DANS LA SOCIÉTÉ

Il en découle une évidence : le terme d'intégration est impropre pour décrire cette réalité sociale, sauf à considérer qu'il définit les conditions du processus permettant à chacun de prendre place dans la société et à se demander si la société les favorise. Ensuite, il serait tant d'admettre que les familles maghrébines ne forment pas un groupe homogène, il existe une grande diversité parmi ces familles qui disposent de ressources différenciées, des capacités de mobilisation variables, plus ou moins favorables à une ascension sociale conséquente. Toutefois, pour beaucoup, le projet de promotion sociale (pour le moins s'assurer de meilleures conditions de vie) était consubstantiel au projet migratoire et explique qu'elles se sont fortement mobilisées pour assurer le meilleur avenir possible à leurs enfants.

COMPRENDRE LES TRAJECTOIRES PROFESSIONNELLES

Mais ces parcours sont aussi à contextualiser pour mieux comprendre les trajectoires professionnelles de "la seconde génération". S'il existe bien une génération de descendants d'immigrés (en ce sens les enfants de ceux qui, adultes, ont pris la décision d'émigrer, peuvent être désignés comme étant "la seconde génération"), il existe plusieurs générations d'enfants d'immigrés : des plus jeunes aux plus de 60 ans. Et pour ces différentes générations de descendants d'immigrés, les contextes, c'est-à-dire les conditions de possibilité, peuvent être très différents selon les

périodes. Indéniablement, le contexte économique de ces trente dernières années a considérablement évolué, les implications ont été nombreuses : une plus grande précarité et une ségrégation résidentielle accrue ; les contextes politique et associatif subissant eux aussi des transformations.

PROCESSUS DE PROMOTION SOCIALE

Toutefois, inexorablement le processus de promotion sociale s'est engagé : depuis des années, il est incontestable que parmi les individus nés ou ayant grandi en France, une grande partie a connu une mobilité sociale en comparaison avec leur père, le plus souvent ouvrier⁽³⁾. Mais, ce processus tarde à être reconnu dans l'espace médiatique, politique et scientifique. En France, les recherches relatives aux descendants d'immigrés ont été nombreuses depuis plus de vingt ans, mais ce n'est que très tardivement qu'elles se sont intéressées aux conditions d'accès au marché du travail (essentiellement à partir de la fin des années 1990). De plus, ces recherches ont largement porté sur les bas niveaux d'éducation et de position sur le marché du travail. S'il est indéniable que globalement les immigrés et leurs enfants subissent des conditions plus difficiles (plus souvent au chômage, en contrat précaire, plus souvent cantonnés dans quelques secteurs d'activités), il n'en demeure pas qu'une part non négligeable se distingue fortement de cette destinée sociale et obtient des emplois qualifiés : près de 30% des descendants d'immigrés du Maghreb occupent en 2008 un emploi de professions intermédiaires ou de cadres et professions intellectuelles supérieures (enquête *Trajectoires et Origines*, 2008⁽⁴⁾).

UN AUTRE REGARD

**UN INDENIABLE PRO
DE MOBILIT
QUI TARDE A ETRE R**

PROCESSUS DE MOBILITE SOCIALE... RECONNU

QUE SONT DEVENUS LES DESCENDANTS

D'ores et déjà des enquêtes empiriques (réalisées sur la base d'entretiens) se sont efforcées de comprendre ce que sont devenus les descendants de l'immigration maghrébine des années 1950 à 1970, en particulier ceux engagés dans un processus de mobilité sociale. Car force est de constater que des descendants d'immigrés occupent désormais des emplois (très) qualifiés dans les secteurs les plus divers (industrie, professions libérales, santé, services, informatique...) et pour certains sont devenus des chefs d'entreprise. Outre ces fonctions à responsabilités dans le secteur économique, leur participation est également forte au niveau des instances politiques et citoyennes. En ce sens, les positions acquises dans la sphère économique et sociale sont une preuve irréfutable de l'ascension sociale accomplie, et réussie. Mais ce parcours n'a pas été sans embûches, le plus souvent, et il est urgent que l'égalité de traitement devienne pour tous une réalité.

A LIRE

(1) En même temps comme si ces familles venaient d'immigrer et étaient la cause des problèmes sociaux (violence, vol, insécurité...). Cet amalgame est d'ailleurs entretenu au plus haut niveau de l'Etat : l'analyse du discours de Nicolas Sarkozy lors de l'annonce du Plan Banlieue en est une illustration, cf. E. Santelli, "Espoir Banlieue" : quel regard porté sur les jeunes ?, *Cahiers du DSU*, n°48, 2008.

(2) Cf. E. Santelli, "Investir en Algérie ou comment est repensé le lien au pays d'origine", *Hommes et Migrations*, n°1266, 2007, pp. 54-64. Ou l'article consultable à <http://www.cairn.info/revue-sociologie-2010-3.htm>, "Entre ici et là-bas : les parcours d'entrepreneurs transnationaux. Investissement économique en Algérie des descendants de l'immigration algérienne de France".

(3) Cf. l'ouvrage *La mobilité sociale dans l'immigration. Itinéraires de réussite des enfants d'origine algérienne*, Emmanuelle Santelli, Presses universitaires du Mirail, 2001.

(4) Cf. les résultats statistiques de cette enquête nationale pour obtenir des éléments statistiques actualisés.

http://www.ined.fr/fr/publications/documents_travail/bdd/publication/1516/.

Relancer le partenariat France-Algérie⁽¹⁾

La quasi-totalité des grandes banques françaises sont présentes en Algérie comme la Société Générale ou BNP Paribas - qui disposent d'un réseau de plusieurs dizaines d'agences et un effectif de plusieurs centaines de personnes.

L'activité principale de ces banques est d'abord la clientèle privée en finançant le crédit à la consommation (principalement du marché automobile, filière à très fort potentiel capitalistique) et, dans une moindre mesure, les opérations commerciales entre les deux pays pour le marché des entreprises.

CONSTITUER UN VASTE RESEAU D'AGENCES

Pour renforcer leur présence, ces banques se doivent de constituer un réseau d'agences vaste, permettant de toucher la plus large clientèle (particuliers, professionnels nationaux, privés, publics et étrangers) et le meilleur moyen d'y parvenir est d'utiliser l'existant en s'appuyant sur l'absorption ou la coopération avec une banque locale. L'exemple du Crédit Populaire d'Algérie (qui détient près de 15 % de part de marché et d'un vaste réseau) est à cet égard emblématique : plusieurs banques françaises sont en lice depuis plusieurs années pour prendre le contrôle de cette banque sans que l'opération n'ait pu aboutir jusqu'à présent, comme si les autorités pesaient de tout leur poids pour monnayer cette opération. La présence de ces banques étrangères a été fortement ébranlée par la loi de finance complémentaire de 2009 n'autorise plus les crédits à la consommation.

UNE RELATION ASYMETRIQUE DEPUIS TOUJOURS

L'Algérie est le premier partenaire commercial de la France en Afrique (Afrique du Nord et subsaharienne). En 2009, 39 % des exportations françaises vers la zone Maghreb-Égypte étaient destinées à l'Algérie. Ainsi, depuis l'indépendance algérienne en 1962, la France est excédentaire avec l'Algérie (à l'exception d'un petit déficit en 2006) avec des volumes exportés croissants et un solde commercial bilatéral pratiquement toujours à son avantage.

En revanche, force est de constater que les partenariats restent extrêmement faibles. En effet, l'investissement direct étranger (IDE) français en Algérie oscille en moyenne entre 100 et 200 millions de dollars par an depuis plus de 20 ans, ce qui ne représente qu'un nombre restreint de projets d'investissement et de faible envergure. Il est urgent de faire évoluer la relation franco-algérienne en la faisant passer d'une relation purement commerciale à un véritable partenariat.

POUR ATTEINDRE CET OBJECTIF

Pour autant, la première condition pour atteindre cet objectif réside dans le champ politique et non économique. En effet, il n'existera jamais de véritable partenariat entre la France et l'Algérie, y compris dans le secteur bancaire, sans réelle volonté active. Les relations politiques sont depuis longtemps tendues, en particulier depuis l'élection de Nicolas Sarkozy. Du point de vue français, on reproche à l'Algérie ses volte-faces législatives et son incapacité à construire des relations stables et durables. Surtout, la France semble reprocher à l'Algérie son incapacité à faire table rase du passé. Du côté algérien, le grief le plus important est lié au contentieux historique et à l'incapacité de la France à reconnaître les méfaits tragiques de sa colonisation et ceci malgré quelques efforts, au moins dans les discours. Ce volet politique ne pourra être franchi sans avoir résolu la question de la mémoire et de la réparation de la colonisation. Passée cette étape cruciale, il sera également nécessaire de définir une approche dynamique des flux de personnes entre ces deux rives de la Méditerranée car on ne peut concevoir d'une manière viable sur le long terme un libre échange sans avoir la possibilité de se déplacer beaucoup plus facilement.

(1) Pour lire l'intégralité de l'article, se reporter à la revue Banque N°730-7, 31 décembre 2010.

Seddick Larkeche
Professeur chercheur ESC Saint-Etienne



Mostefa CHAREF
Pétrole Gaz Services

En 2003, j'ai créé avec mon fils la société Pétrole Gaz Services. Depuis, nos activités ne cessent de progresser. Pour faire face à la demande, nous avons créé une filiale PGS Nantes en mai 2010.

Notre activité répond à toutes les demandes liées au GPL (gaz de pétrole liquéfié) :

- Etude installation et réalisation tuyauterie, électricité, réseaux canalisés, remplacement et requalification réservoir GPL, transfert de produit, dépannage et maintenance, mise en service installation de centre de distribution gaz,
 - télé-métrie des niveaux à distance, contrôle détection gaz, rampe d'arrosage réservoir.
 - Réalisation clef en main de station de distribution GPLc publique (station-service).
 - Réalisation clef en main de station de distribution gaz butane ou propane en industrie
 - Réalisation d'armoire de commande électrique
 - Fournisseur de distributeur GPLc pour installation privative
 - Déclaration en préfecture des installations soumises aux risques de l'environnement
- Nos compétences sont reconnues par les plus grands groupes (BUTAGAZ, PRIMAGAZ, VITOGAZ, ANTARGAZ, TOTALGAZ, ETCHEBASCO, MESSIER BU GATTI, AGIP, SHELL, ESSO, AVIA, ROMPETROL, DINEFF...)

En rejoignant le CEINAF, j'ai souhaité contribuer à développer les valeurs républicaines qui nous animent. Il était important pour moi de soutenir les actions exemplaires de réussite économique.

Pétrole Gaz Services
Z.i. des Platrières
69440 Mornant

Contact :
Site : www.petrole-gaz-services.com
Tél. : 04 78 19 33 50
Fax : 04 78 48 24 15



Djamel DJEZIRI
CSE management

Consultant Support Expert. Sa vocation réunit les fruits de son parcours professionnel construit en trois étapes égales. Automaticien et Chef de projet en Informatique de gestion, il sert de grandes entreprises industrielles, puis en SSII en tant que Consultant applications ERP. Formé ensuite au Celsa ParisIV-Sorbonne FC90 en Marketing et Communication et au sein de grandes agences sur Paris et Strasbourg, il fonde Hémisphères Conseil en 1993 sur Colmar.

Son cabinet évolue à partir de 2005 vers le conseil ajouté en Stratégie et en Management après avoir complété et enrichi ses compétences à l'EM Strasbourg 2001 - Master en Management du Changement et à l'IFG 46ème ICG Alsace en Management stratégique et Gestion. C'est en 2009 que le cabinet Hémisphères Associés devient CSE management, du nom de la méthode déposée et développée par ses soins pour servir les organisations et les PME-PMI : le Consulting Support Expert. Développer la personnalité propre, l'avantage différenciateur déterminant des organisations dans leurs spécificités d'aujourd'hui et de demain en révélant toutes leurs ressources au profit de leurs résultats ; en s'appuyant sur les capacités d'analyse et les compétences multidisciplinaires expertes du cabinet. Djamel DJEZIRI est également membre du CA de l'APSE Sciences-Po Paris (Association des Professionnels en Sociologie des Entreprises) et vice-président de l'Association "Talents du Monde-Les Caravanes Complexes" sur Colmar.

Ma vision : participer avec les membres du Ceinaf au développement économique et social de l'Algérie tout en relevant le défi d'une France nouvelle, riche de tous ses héritages et qui aura à cœur de les partager avec reconnaissance, pour grandir et évoluer.

CSE management
23, rue de l'Europe
F-68650 Lapoutroie (Colmar)

Contact :
Mail : ddjeziri@cse-management.com
Site : www.cse-management.com



Hakim HADJI
Team Logistic Services

Team Logistic Services rassemble les meilleures compétences dans la conception et l'organisation de transports internationaux, de la douane, du transit et de la logistique à destination du Maghreb.

Etablie à Marseille, TLS, est historiquement et naturellement, axée sur les échanges intra méditerranéens. Grâce à notre réseau de correspondants, sélectionnés pour leur fiabilité été leur niveau d'efficacité, nous assurons une couverture internationale nous permettant de répondre à toutes les demandes de transport.

A l'écoute des besoins spécifiques de chaque entreprise, nos experts possèdent un savoir-faire reconnu dans l'organisation des transports multimodaux. Leur maîtrise parfaite des procédures douanières à l'export, à destination de l'Algérie notamment, est la garantie d'un transport en toute sérénité.

Notre veille quotidienne de la réglementation applicable dans les pays du Maghreb est l'assurance d'une chaîne logistique maîtrisée de bout en bout.

Notre mission de conseil est un atout dans le développement des entreprises sur les marchés internationaux.

Adhérent de la première heure au CEINAF, j'ai pleinement conscience que nous devons disposer d'un espace de concertation et de réflexion adapté à nos préoccupations.

Team Logistic Services
7 Avenue André-Roussin
Centre d'affaires Ponant Littoral
13016 Marseille

Contact :
Mail : contact@etm-technology.net
Site : <http://www.teamlogistic.fr>
Tél. : + 33(0)4 96 16 10 51
Fax : +33(0)4 96 16 10 59



Younes MERAD
Worldxport France

Notre société (création en 2002) conseille et accompagne le développement export et commercial d'entreprises sur le marché algérien. Nos secteurs d'intervention sont les transports, les industries mécaniques et manufacturières, la pétrochimie et les énergies, l'agro-alimentaire, les cosmétiques, la pharmacie et la parapharmacie, les services, les services aux industries et les TIC.

Les éléments les plus importants au niveau évolution depuis un an sont : En plus d'Alger et Marseille, la présence de bureaux Worldxport à Sétif, Annaba, Oran et Tlemcen. L'implantation depuis début 2011 en Tunisie, Tunis plus exactement par le biais d'un partenaire local

Une offre de domiciliation d'entreprise et d'institutions dans nos locaux à Alger et Tunis

La possibilité d'accueillir des VIE et stagiaires français à Alger.

Le CEINAF est pour moi l'opportunité d'œuvrer au renforcement des relations privilégiées entre la France et l'Algérie.

Worldxport France
Immeuble le Pacore-3
Rue Antoine et Henri-Maurras
13016 Marseille

Contact :
Mail : info@worldxport.com
Tél. : +33 (0)4 86 15 47 61 à 95
Fax : + 33 (0)9 53 01 50 01

Dans chaque numéro de CEINAF INFOS, nous vous présentons ces chefs d'entreprises qui tissent les liens entre nos deux pays.

**Habib NAMAOU***GCTR Ingénierie*

GCTR Ingénierie, créé en 2005, est un Concept d'Ingénierie Globale qui s'appuie sur les compétences et les expériences de ses ingénieurs et consultants pour prendre en charge, en France et à l'étranger, la réalisation des études techniques qui couvrent toute la vie d'un projet dans le bâtiment et l'industrie, depuis la phase de faisabilité jusqu'à la mise en service. GCTR Ingénierie, fort de son expertise de longues années en optimisation énergétique, associe Conseil, Ingénierie et Evolution des technologies du Génie Énergétique "tous fluides" pour assurer à ses clients une réponse parfaitement adaptée à leurs besoins selon une démarche de Développement Durable Globale.

Nous réalisons la conception et le suivi des projets selon les labels HQE, HPE, THPE et BBC.

GCTR Ingénierie, à l'écoute de ses clients, anticipe leurs besoins et accompagne leurs actions de développement, de réorganisation ou de transfert liées à des contraintes technologiques et réglementaires, en proposant des solutions novatrices et évolutives visant à optimiser l'efficacité de leurs processus selon les règles en vigueur.

Domaines d'activités : Hospitalier, industries pharmaceutiques et agro-alimentaires, process industriels, bâtiments tertiaires et logements collectifs.

Adhérent au CEINAF depuis notre création, c'est notre volonté de participer activement au développement d'une dynamique qui se veut être créatrice de richesses dans un espace de partage et de solidarité.



GCTR Ingénierie
47, av du Port au Fouarre
94100 Saint-Maur des Fossés

Contact :

Mail : gctri@wanadoo.fr
Tél. : 00 331 48 86 81 01
Fax : 00 331 48 89 76 61
Mobile : 00 336 64 81 55 71

**Khadija CHIKH***Docteure en Psychologie/Auteur***Voyage Nocturne Éditions**

Notre maison d'éditions a été créée en 2003 pour répondre à une attente des parents de culture arabo-musulmane vivant en France quant à l'éducation de leurs enfants. Nous avons tous, en tant que parents, le souci de transmettre des éléments essentiels de notre culture et de notre religion à nos enfants sans que ceux-ci soient faussés par des inexactitudes, qu'ils soient austères ou difficilement compréhensibles par l'enfant. Mais il nous manque trop souvent le support adéquat qui va retenir l'attention de nos chers petits tout en leur apprenant des choses utiles à leur vie et à leur bien-être.

Notre maison d'éditions aspire à développer l'imaginaire de l'enfant dès son plus jeune âge et à l'inciter à la lecture via des références qui lui sont propres. L'enfant doit baigner naturellement dans cet univers qui est le sien tout en se sentant à l'aise dans la société dans laquelle il évolue.



Éditeurs jeunesse :

- Khadija Chikh
Docteure en Psychologie/Auteur
- Abdelhafid Chikh
Illustrateur/Auteur

295 f route de Genas
69100 Villeurbanne

Contact :

Mail : editions@voyagenocturne.com
Site : <http://www.voyagenocturne.com>
Tél : 04 72 81 96 22
Mobile : 06 79 63 82 89



WORLD XPORT
— consulting —

DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL
D'ENTREPRISES AU MAGHREB

CONSEIL - ACCOMPAGNEMENT - ENCADREMENT

Nos OBJECTIFS

Vous accompagner et faire aboutir vos projets export sur l'Algérie.

Simplifier et accélérer votre développement en Algérie.

A court terme, accompagner l'internationalisation des entreprises algériennes.

Nos SERVICES

CONSEIL

ENCADREMENT

DEVELOPPEMENT

ACCOMPAGNEMENT

FRANCE

Immeuble Le Pacore-3, rue Antoine et Henri MAURRAS,
13016- Marseille

Tél: +33 (0)4 86 15 47 61 à 65 - Fax: +33 (0)9 53 01 50 01
info@worldxport.com

ALGÉRIE

Coopérative « J80 » villa n°163, Cité « HAYAT » Appreval
Kouba- Alger

Tél: +213 (0) 21 28 36 01 à 05 - Fax: +213 (0) 21 28 36 76
infodz@worldxport.com

www.worldxport.com

COOPERATION DECENTRALISEE

“DEGAGER DES RESULTATS PROFITABLES”

La coopération institutionnelle entre la France et l'Algérie est sans doute à son niveau le plus bas. Depuis de longues années déjà, aucun signe encourageant ne vient modifier la donne.

La stagnation ou la paralysie diplomatique semble être le seul signe distinctif de cette relation qui n'en finit plus de nous décevoir.

Cette situation déplorable masque partiellement cependant l'état réel des relations franco-algériennes. La société civile manifeste un dynamisme sans lequel le fossé entre ces deux pays serait encore plus inquiétant. Quant aux autres acteurs méconnus de ces relations bilatérales, il faut citer les collectivités territoriales dont certaines font preuve d'un réel pragmatisme et manifeste un volontarisme bienfaisant.

Peu de gens savent que la plupart des grandes collectivités mènent des actions à l'international et en particulier en direction de l'Algérie. Ces actions, sous la dénomination de coopération décentralisée, ne sont pas dénuées d'intérêt. Dans l'absolu en effet, les avantages pour le territoire sont potentiellement largement positifs en termes de retombées économiques et sociales. Le retour sur investissement peut compenser largement les engagements consentis.

RETOUR SUR INVESTISSEMENT

Bien entendu, le retour sur investissement varie à la fois par l'intérêt réel que porte la collectivité à cette coopération et par le choix du pays auquel elle s'adresse. Il va de soi que la démarche est variable selon le territoire de coopération.

La coopération avec la Chine ne sera pas abordée comme avec le Mali. Mais une certitude tout de même, la nature des engagements est un facteur de réussite. La coopération décentralisée peut dégager des résultats profitables aux deux parties. Toutes les conditions objectives sont réunies afin d'inciter les collectivités à placer l'Algérie dans leurs priorités de coopération décentralisée. Quelques repères essentiels :

- La France est le premier partenaire économique de l'Algérie. Avec 6,06 milliards de dollars en 2010, la France occupe la 1^{re} place sur la liste des fournisseurs de l'Algérie devant la Chine (4,41 milliards de dollars). Des milliers d'emplois dépendent directement des échanges entre les deux pays ;

- La population d'origine algérienne est très importante. Les algériens forment la communauté étrangère la plus importante ;

- La diaspora industrielle, entrepreneuriale et intellectuelle est en très forte croissance. Sa participation aux investissements directs étrangers pourraient être significative ;

- L'Algérie est un pays francophone et les liens historiques qui unissent les deux pays sont particulièrement forts.

Le potentiel des énergies mobilisables en France est impressionnant par ses qualités intrinsèques et sa diversité. Malgré ces atouts incontestables, la réalité des coopérations décentralisées avec l'Algérie est contrastée, plutôt décevante. Dans son ensemble elle a même de quoi laisser perplexe.

COOPERATION, SOLIDARITE, PATERNALISME ?

L'étendue des prérogatives d'une collectivité dans le domaine de la coopération décentralisée est fixée par la loi. La collectivité peut décider librement des domaines d'interventions, des modalités d'action (elle peut par exemple confier à une association le soin de porter son projet) et choisir la collectivité étrangère.

La coopération décentralisée à la française est un ensemble de pratiques de qualité plus ou moins variables. Une partie des collectivités œuvre dans la perspective d'aboutir à des partenariats exemplaires. Pour le reste, la coopération décentralisée est vécu comme un accessoire qui ne mérite qu'un intérêt mineur. De manière très schématique, on pourrait répartir ainsi "ces coopérations de confort" :

Les coopérations "tourisme-administratif". Elles sont légion. Elles se caractérisent principalement par la signature d'accords cadre sans suivi ni contenu opérationnel. C'est d'ailleurs ce genre de convention dont raffolent les algériens.

Les coopérations "humanitaires". Elles consistent essentiellement à soutenir ou réaliser des projets identifiés par le partenaire français. Bien souvent elles se résument à envoyer du matériel déclassé. Outre que cette coopération très répandue soit l'une des plus contestables dans le fond et dans la forme, c'est sans doute celle qui conforte l'idéologie de l'assistanat.

Ce constat illustre parfaitement les deux obstacles qui freinent la maturité de la coopération décentralisée :

- La relative méconnaissance des réalités des pays du sud par les collectivités territoriales. Les schémas idéologiques font rarement dans la nuance dans l'approche opérationnelle. Et ce pouvoir que confère la position de bailleur se traduit trop souvent par de l'aveuglement thérapeutique.
- L'incapacité des acteurs du Sud à identifier ou à se positionner comme des partenaires à part entière conforte les collectivités françaises à imposer des collaborations trop souvent inutiles.

L'ALGERIE A LA TRAINÉ

En ce qui concerne les pratiques de coopération décentralisée avec l'Algérie, rares sont les collectivités qui mènent des partenariats dignes de ce nom. L'Algérie est considérée par nombre de responsables politiques français comme un pays dangereux, sans attrait mais disposant de moyens financiers considérables. Quelle que soit la couleur politique des élus, la réticence à travailler avec ce pays est largement partagée.

Il est généralement admis que l'Algérie a été longtemps allergique à la coopération décentralisée, non pour des raisons stratégiques identifiées mais essentiellement pour d'obscures raisons idéologiques qui ne sont pas toutes liées aux seuls excès de la centralisation. De ce fait, la coopération décentralisée de "salon" a fait office de politique en la matière. L'inertie algérienne est incontestablement l'une des composantes du faible dynamisme de cette coopération.

Si l'on conjugue les freins des deux côtés de la Méditerranée, le résultat est un ensemble désarticulé d'initiatives le plus souvent laborieuses. Il serait utile à ce propos d'en faire le diagnostic.



A SAVOIR

Engager le pays vers davantage d'ouverture

Dans une conjoncture difficile caractérisée entre autres par un désengagement notable de l'Etat en matière de coopération, et part la persistance de relations tendues entre les deux pays, il est regrettable que les institutionnels des deux rives ne s'adaptent pas aux nécessités de mobiliser les moyens disponibles.

La coopération décentralisée relève l'un des paradoxes les plus incompréhensibles, celui de l'exclusion des compétences et des moyens dont disposent la diaspora algérienne. Les coopérations "sérieuses" ne lui sont pas accessibles, seules lui est réservée celle qui relève du social ou de la culture. Les opérateurs économiques de la diaspora sont par exemple exclus de tous les processus décisionnels. La marginalité de la diaspora dans la société trouve son corollaire dans la coopération décentralisée.

Pour être équitable, il faut préciser que les pouvoirs publics algériens ne sont pas plus réceptifs à l'implication de leur diaspora dans le développement économique de leur pays. Mais des signes montrent que la position de l'Algérie est en train d'évoluer. Un certain nombre de responsables politiques souhaitent engager le pays vers davantage d'ouverture. Le partenariat avec les collectivités françaises et la diaspora semble commencer à être intégrée dans la réflexion sur le développement économique du pays.

Le poids de l'histoire est toujours un facteur aggravant. Il est souhaitable toutefois que la somnolence historique qui en résulte puisse prendre fin.



aesthelys

Votre beauté, notre priorité



Centre de laser et d'esthétique médicale CIEL
11 rue des Chaumettes 93200 Saint Denis
Téléphone : 01 48 20 05 80
ouvert du lundi au samedi de 09h00 à 19h00

CSE management



Votre Management de Performance et de Progrès



Consulting Support Expert®

Révélez toutes vos ressources

06 98 83 30 46 - Djamel DJEZIRI / Dirigeant

Stratégie Management Communication Organisation
Conseil Audit Réalisations Formation
STRASBOURG - PARIS - LYON - ALGER
www.hemispheres-associes.com

COMMISSIONS DE TRAVAIL DU CEINAF

“DES PROPOSITIONS DANS DIVERS DOMAINES...”

Dans le cadre de sa réorganisation, le CEINAF a lancé plusieurs chantiers importants de nature à lui permettre d'assumer son rôle.

Parmi les chantiers prioritaires, il avait été décidé de créer plusieurs commissions chargées de faire des propositions dans divers domaines. Les commissions suivantes avaient été installées :

- commission Communication
- commission Compétences et Accompagnement
- commission Stratégie et Développement
- commission Export

LA PUBLICATION D'UN JOURNAL

De ces travaux il a résulté un certain nombre de propositions et de recommandations dont le CEINAF a tenu compte et qui se sont traduites par leur mise en œuvre pour l'essentiel.

Tout d'abord, la mise à jour des statuts. Le système de gouvernance de l'association a été modifié. Pour plus de transparence et afin d'améliorer la gouvernance, le CEINAF a fait évoluer ses statuts et s'est doté d'un bureau et d'un conseil d'administration. Le principe d'accorder une certaine autonomie aux délégations régionales a été également adopté.

Ensuite il a aussi été adopté une politique de communication plus étoffée en renouvelant le site internet, la création d'un réseau de diffusion interne. Ce dispositif de communication a pour but :

- d'offrir un espace d'expression à des membres du réseau ;
- à présenter les expériences innovantes en matière de création d'entreprises menées par les citoyens de la diaspora ;
- d'offrir une image positive du réseau en valorisant les chefs d'entreprises d'origine algérienne en tant que citoyens et créateurs de richesse en France ;
- d'améliorer la compréhension de la réalité algérienne ;
- de mettre en valeur le dynamisme des échanges entre les deux pays ;
- de produire des analyses apportant des solutions concrètes ;
- de renforcer le réseau par l'implantation d'antennes dans la plupart des régions.

LA COMMISSION EXPORT

Par ailleurs, des ateliers en commission export ont travaillé sur :

- les aides à l'export (en France et éventuellement en Europe pour un développement export et une implantation en Algérie)
- les aides, facilitations ou exonérations lors d'une implantation en Algérie,
- les aspects juridiques et fiscaux liés à l'entreprise et aux personnes en France relatif à l'export;

Enfin une cellule d'animation interne chargée d'assurer le lien entre les commissions, et de veiller au respect des statuts et à la déontologie générale du CEINAF a été créée.

CONTACT :

CEINAF

**Cercle des Entrepreneurs
et Industriels Algériens de France**
2, rue de la Loge - 69005 Lyon
Tél : 04 78 61 24 64
Mail : président@ceinaf.net
Site : <http://ceinaf.net>

Organisation de transport
Conteneurs
Conventionnel
Groupage

Remorques
Véhicules neufs
Affrètement de navires
Projets industriels

Manutention
Stockage
Logistique
Enlèvement domicile
Formalités douanières

TEAM LOGISTIC SERVICES

7 Avenue André Roussin
Centre d'affaires
Ponant Littoral
13016 MARSEILLE
Tel : + 33(0)4.96.16.10.50
Fax : +33(0)4.96.16.10.59
Gsm : +33 (0)6.30.08.18.20
direction@teamlogistic.fr

TEAM LOGISTIC SERVICES
VOTRE EXPERT MAGHREB

www.teamlogistic.fr

LA SITUATION NE S'AMELIORE PAS

Selon le dernier rapport de l'Observatoire national des Zones urbaines sensibles (<http://www.onpes.gouv.fr/>)

43% des jeunes actifs (37% des jeunes actives) habitant dans les quartiers pauvres sont au chômage. Un chiffre alarmant corroboré par l'étude de l'INED "enquête Trajectoires et Origines" (<http://teo.site.ined.fr>).

De l'enquête, l'INED nous rapporte quelques constats qui nous étonnent peu :

- Les immigrés sont un peu moins souvent diplômés du supérieur que la population majoritaire (29 % contre 34 %, hommes et femmes confondus). En moyenne, les descendants d'immigrés sont moins souvent diplômés du supérieur que la population majoritaire (29 % contre 34 %).

- Hormis ceux qui proviennent de l'Asie du Sud-Est, de l'Espagne et d'Italie, tous les autres groupes se caractérisent par une orientation vers des filières plus courtes et moins valorisées, voire par une plus forte proportion de décrochage scolaire. Les descendantes d'immigré(s) originaires d'Algérie et d'Afrique sub-saharienne présentent des taux d'accès au secondaire général (respectivement 41 et 42 %) plus faibles de celui de la population majoritaire.

- En moyenne, les actifs immigrés ont un taux de chômage plus élevé que les actifs de la population majoritaire : 11 % des hommes et 16 % des femmes immigrés actifs âgés de 18 à 50 ans sont chômeurs contre 9 % des actifs et 11 % des actives de la population majoritaire

- Pour les hommes, en général, le taux de chômage des descendants dépasse celui des immigrés de même origine. Pour 4 origines (Turquie, Afrique subsaharienne, Maroc et Tunisie, et Algérie) plus de 20 % des descendants actifs de 18 à 50 ans sont ainsi chômeurs.

- Parmi les femmes, à l'inverse de ce que l'on observe parmi les hommes, en général les descendantes d'immigrés ont un taux de chômage plus faible que celui des immigrées.

- Un risque de chômage double de celui de la population majoritaire pour les immigrés d'Algérie, du Maroc ou de Tunisie, d'Afrique subsaharienne et les descendants d'Algérie

- En moyenne, le salaire horaire des hommes immigrés venus d'Algérie est en moyenne 13 % inférieur à celui des salariés de la population majoritaire.

POUR UN DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL ET INDUSTRIEL A L'ÉTRANGER.

- ➔ Partenaire exportateur de ses clients, Industries Consult Plus (IC+) accompagne depuis 2003 les entreprises de différents secteurs d'activités (NTIC, Med Tech, Aéronautique, Ferroviaire, automotive, environnement...) dans leur développement commercial et industriel à l'étranger.
- ➔ Avec son équipe d'ingénieurs pluridisciplinaire, d'experts sectoriels et de commerciaux export, IC+ est un véritable "accélérateur de business" B to B et B to C.
- ➔ Nous conseillons nos clients pour le développement de leur stratégie, les aidons à trouver des financements adaptés et les accompagnons ensuite de manière opérationnelle pour mettre en œuvre les solutions locales les mieux adaptées en Chine, en Inde, aux USA et dans les pays du Maghreb.

Contact : Pierre-Yves BOURGEOIS

E-mail : pierre-yves.bourgeois@icplus.biz

Tél./Fax : +33 (0)474 674 421 - GSM : +33 (0)622 767 169

Skype : pybpro



INDUSTRIES Consult PLUS

CONSEIL INTERCULTUREL DE MONTREAL (CIM)

FAVORISER L'INTEGRATION

Notre représentant au Canada, monsieur Belgacem Rahmani a été nommé au Conseil interculturel de Montreal (CIM), l'instance consultative de la Ville de Montréal en matière de relations interculturelles.

Les membres de ce comité sont choisis par un comité de sélection composé de trois personnes en provenance de la Direction du greffe, de la Direction de la diversité sociale et du Conseil interculturel de Montréal. Ils ont été choisis en fonction de leur intérêt et de leur expérience à l'égard des relations interculturelles et de façon à refléter la composition de la société québécoise et, en particulier, montréalaise. De plus, les membres devaient avoir une connaissance des enjeux municipaux et avoir participé à un ou plusieurs secteurs d'activités de la vie montréalaise.

Le Conseil interculturel de Montréal (CIM) a pour fonction principale de conseiller et donner son avis à la ville et au comité exécutif sur les services et les politiques municipales à mettre en œuvre afin de favoriser l'intégration et la participation des membres des communautés culturelles à la vie politique, économique, sociale et culturelle.

Belgacem Rahmani réside au Canada depuis plus de trois décennies et demi. Il enseigne depuis 1996 à HEC Montréal

(www.hec.ca/profs/belgacem.rahmani.html) et à l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue. Il a été chargé de cours à l'université de Montréal (département de science politique) et l'École Nationale d'Administration Publique. Il est diplômé de HEC Montréal et de l'ÉNAP.

Avant d'embrasser la carrière d'enseignant, il a œuvré dans le secteur privé durant près de deux décennies et a été directeur général et associé d'une entreprise de génie-conseils dans le domaine des sciences de la terre, opérant à l'échelle domestique et internationale.

Son implication à titre de bénévole remonte à plus de deux décennies, il a été président de l'association des étudiants de HEC, membre fondateur et président, durant deux mandats, du Regroupement des universitaires et chercheurs d'origine algérienne du Canada (www.rauc-dz.ca), secrétaire général de la Fondation Club Avenir (www.clubavenir.com), une fondation qui encourage l'intégration par l'excellence des membres de la communauté maghrébine du Québec et du Canada, membres du conseil d'administration du



Réseau des diplômés HEC et président du Comité international de ce même Réseau (www.reseauhec.ca), président du Club HEC international (<http://international.clubhec.ca>), membre fondateur et participant actif à la première conférence de l'Association des compétences d'origine algérienne à l'étranger (<http://aca-dz.org>), membre d'honneur du REAGE (Réseau des diplômés d'origine algérienne des grandes Écoles et Universités françaises <http://www.reage.org>), représentant des chargés de cours à l'Assemblée départementale de science politique de l'Université de Montréal (2004-2006) et membre du conseil d'administration de la chambre de commerce algéro-canadienne (2004-2005).

CONSEIL INTERCULTUREL DE MONTREAL (CIM)

DESTINATIONS FAVORITES DES ALGERIENS POUR L'EMIGRATION

Le Canada constitue l'une des destinations favorites des Algériens pour l'émigration.

La population d'origine algérienne au Canada est estimée à plus de 45 000 personnes et, chaque année, s'ajoutent quelque 4 900 nouveaux immigrants. Les Algériens choisissent le Québec comme province d'accueil dans plus de 91 % des cas.

La langue française et le bassin important d'Algériens vivant au Canada sont des facteurs importants qui incitent une grande

majorité d'immigrants en provenance d'Algérie à choisir le Québec comme nouvelle résidence et qui facilitent leur intégration. Toutefois, plus de 8 % des immigrants algériens choisissent une autre province que le Québec. De ce fait, ils contribuent à développer la francophonie hors Québec. Le Canada déploie des efforts pour soutenir ce mouvement.

Sources : Liberté, quotidien national d'information



DTMS

Etudes techniques et réalisations de travaux GPL

DTMS et ses partenaires vous accompagnent dans tous vos projets d'installation et de maintenance GPL.

CREATION DE SITES
DE STOCKAGE.

MISE AUX NORMES,
REGLEMENTATION.

MAINTENANCE,
SECURITE.



FORMATIONS, AUDITS,
CONSEILS.

FOURNITURE ET S.A.V.

Antenne Drôme

Quartier Montgros
26250 Livron sur Drôme

Tél : 0614716783

Mail : guerkam@wanadoo.fr



LE GPL POUR TOUTES VOS APPLICATIONS

ENTREPRISE AGREE CFBP N° C10 738



C.E.S.P.H.

Conseil en Développement d'Entreprise

Depuis près de 20 ans, le CEP SH propose différentes activités centrées sur la valorisation des ressources humaines, les modes de management en organisation et la préparation de missions et d'accompagnement de dirigeants d'entreprises.

Champs d'actions :

Le CEP SH travaille avec un collectif de professionnels et de partenaires issus d'horizons les plus divers : Universitaires, Entrepreneurs, Professionnels du désert ...

Le CEP SH intervient dans des domaines essentiels et transversaux, tels que :

- La Formation Entreprise,
- L'Accompagnement à l'Export,
- La Formation Santé.

Nous proposons des thèmes spécifiques, notamment :

- La Préparation de TREKS DESERT pour collaborateurs, cadres et dirigeants d'entreprises.
- Le Développement Personnel...

• N'hésitez pas à nous contacter pour plus d'informations ou pour toute demande spécifique.



Ici

Là-bas



CEPSH / Export - Formation - Audit - GRH

Conseil à l'international
Joint Venture
Intelligence Economique
Management interculturel
Trek Désert Entreprises

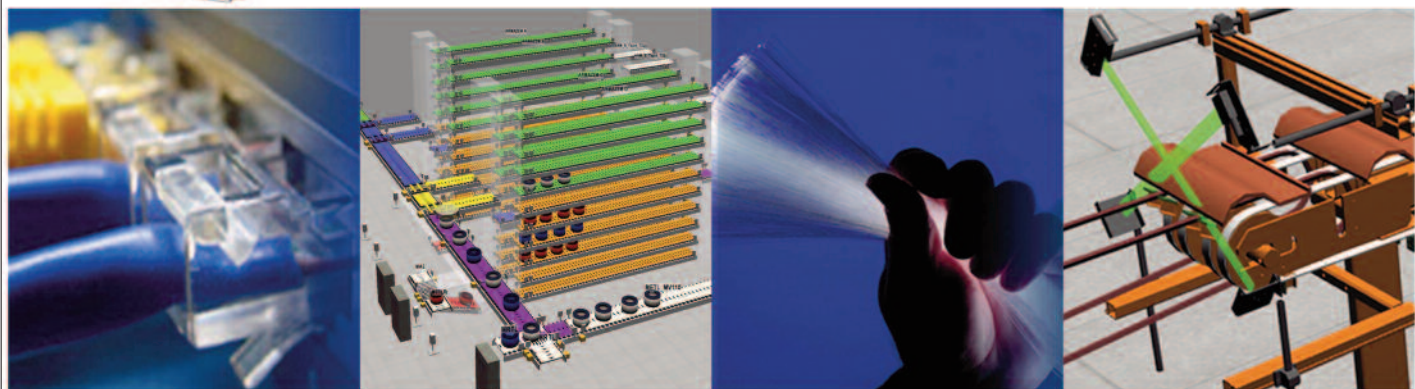
Site : www.cepsh.com
Mail : cepsh@wanadoo.fr
Cell : 06 11 68 33 75
Fixe : (33) 4 75 5885 68
Fax : (33) 4 75 58 87 75

Nagib ROUAGDIA
rsd@ceinaf.net



L'ingénierie au service des industries

www.iesa-group.com



iesa - 38200 VIENNE

Tel 04 74 16 00 01

BULLETIN D'ABONNEMENT CEINAF INFOS

- OUI**, je m'abonne à **CEINAF Infos** pour 4 numéros par an au prix de 20 € TTC.
 OUI, je soutiens **CEINAF Infos** pour 4 numéros par an au prix de 100 € TTC.

Nom Prénom

Société, association

Profession

Adresse

Code postal Ville

Tél. Fax

Signature :

CEINAF
infos

CEINAF : 2, rue de la Loge - 69005 LYON
 Tél : 04 78 61 24 64
 Mail : president@ceinaf.net
 Site : <http://ceinaf.net>

Directeur de publication : Chérif HADJI
Comité de rédaction : DJEZIRI Djamel, Kamel GUERBA, Hakim HADJI,
 Maria LAMIER, Nagib ROUAGDIA, Ali SOUID
Rédacteur en chef : Abdelkader BEKKAR
Réalisation : Le Six Communication
Crédit photos : Ceinaf
Imprimeur : Imprimerie Borel & Féraud
 Quartier de la Rose - 13180 Gignac-la-Nerthe

Prix du numéro : 5 € TTC
 Abonnement annuel 4 numéros : 20 € TTC
 Abonnement de soutien 100 € TTC
 ISSN CEINAF : 1969-2617
 Dépot légal : 31 janvier 2009

CEINAF
 Association loi 1901 N°W691061182
 N°INSEE : 522 324 094 00013
 RIB: 13825-00200-08771637652-82

Pour passer vos annonces publicitaires : president@ceinaf.net